



La rénovation énergétique, un enjeu majeur en région

La rénovation énergétique des logements en Grand Est constitue un enjeu majeur en faveur de l'atteinte des objectifs de neutralité carbone à horizon 2050 (SNBC). Les enjeux portent sur la réduction des consommations d'énergie, l'amélioration du confort des habitations, la durabilité des matériaux et plus généralement la lutte contre la précarité énergétique au travers de rénovations performantes.

Au 1er janvier 2025, **151 000** résidences principales (5,9% du parc) sont considérées comme performantes (étiquettes A et B), tandis que **358 800** (14%) sont qualifiées de passoires énergétiques (F et G), dont 2 % très énergivores (soit **45 862** logements). En outre, dans le programme **RENOBOOST**, piloté par le CCCA-BTP et ses partenaires de la filière BTP, il est rappelé la nature, les particularités et la richesse du parc et du patrimoine bâti régional, dont **l'essentiel du potentiel de massification réside sur les logements construits avant 1945 et de 1945 à 1990**.

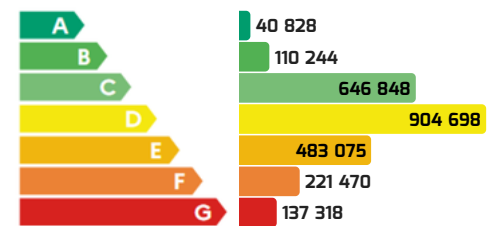
Au regard de ces constats, et afin d'orienter les interventions vers les gisements d'économies d'énergie les plus significatifs, des dispositifs d'aide et d'accompagnement tels que MaPrimeRénov', les Certificats d'Economie d'Énergie et les aides locales ont été mis en place.

Dans le cadre du bilan 2025, fondé sur un suivi trimestriel, **l'outil interactif MonsuiviRénov'**, développé par le Réseau des CERC et décliné en Grand Est, permet d'analyser la **dynamique de rénovation énergétique des logements privés à une échelle territorialisée**. Il met à disposition des collectivités et acteurs publics un socle d'indicateurs structuré autour de quatre dimensions :

- la conjoncture du marché de l'entretien-rénovation ;
- le recours aux dispositifs d'aide (MaPrimeRénov', CEE, éco-PTZ) ;
- les caractéristiques des territoires (profil du parc et des ménages) ;
- l'appareil productif (entreprises, emploi, qualifications RGE) et la performance énergétique du parc (DPE, passoires énergétiques)

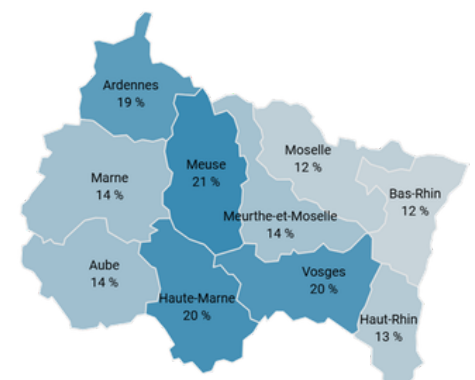
Ce dispositif constitue ainsi un **outil d'aide à la décision**, permettant d'objectiver les dynamiques à l'œuvre et d'orienter les politiques publiques vers les segments et territoires à plus fort enjeu.

Répartition des étiquettes DPE des résidences principales au 1er janvier 2025



14%
(≈ 358 800 logements)
des résidences principales classées F et G vs. 13 % en France

Passoires énergétiques par département au 1er janvier 2025



MaPrimeRénov' en Grand Est : une année marquée par des dynamiques contrastées selon les parcours

En **2025**, le recours à MaPrimeRénov' dans le Grand Est s'inscrit dans un contexte marqué par une interruption temporaire du guichet de dépôt entre juin et septembre, susceptible d'avoir pesé sur les volumes de dossiers. L'analyse fait apparaître des **dynamiques différenciées selon les parcours**, combinant effets volume, prix et structure.

Le **parcours accompagné** enregistre une progression du nombre de logements rénovés (+6%, soit 4 374 contre 4 125 en 2024) ainsi qu'une hausse du coût moyen des travaux (+9%). Ces éléments traduisent une montée en gamme des opérations engagées, caractérisées par des rénovations plus complètes.

A l'inverse, le **parcours par geste** se caractérise par un recul marqué du nombre de dossiers (-18.7%, soit 19 555 contre 24 068), tandis que le coût moyen par projet progresse de manière significative (+15%). Cette configuration suggère une **hausse généralisée du coût des travaux**, combinée à une moindre mobilisation des projets de la part des ménages (attentisme).

Une répartition des gestes dominée par les équipements

Le bilan **2025** met en évidence une répartition contrastée des travaux financés dans le cadre du parcours par geste, **largement dominée par les équipements**. Près des **deux tiers** des dossiers portent sur ces installations, principalement les pompes à chaleur air-eau (**6 112 gestes**), devant les poêles à granulés (**3 728**) et les chauffe-eaux thermodynamiques (**2 450**).

Cette concentration peut s'expliquer par plusieurs facteurs, notamment un niveau d'aide incitatif, mais aussi un **reste à charge souvent plus lisible** pour les ménages et des **effets rapides** sur la consommation énergétique et les factures associées, susceptibles de favoriser ce type d'investissements.

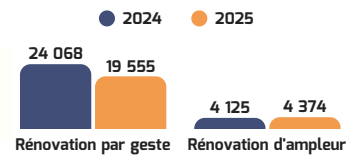
A l'inverse, les travaux d'isolation restent moins représentés, avec environ **20% des gestes**. L'ITE constitue la principale intervention (**3 323 gestes**), loin devant l'isolation de la toiture en pente ou des combles (**725**). Ce positionnement plus limité peut être lié à des coûts initiaux plus élevés et à une mise en oeuvre plus contraignante, malgré des **gains énergétiques généralement plus durables à long terme**.

RGE en Grand Est : stabilité globale mais évolutions sectorielles

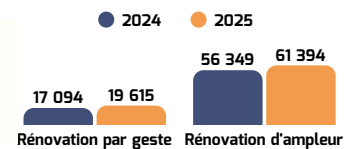
A fin **2025**, le nombre de professionnels RGE en Grand Est demeure stable (**5 749**), mais la structure des qualifications évolue. Les qualifications en chauffage (**6 910**) et en isolation (**6 341**) reculent nettement depuis 2022, tandis que les autres segments progressent, traduisant une diversification des activités.

Dans un contexte de besoins soutenus en rénovation énergétique à moyen terme, cette évolution interroge la **répartition des compétences disponibles** sur les segments clés, en particulier dans l'isolation et le thermique.

Nombre de dossiers



Montant moyen des travaux



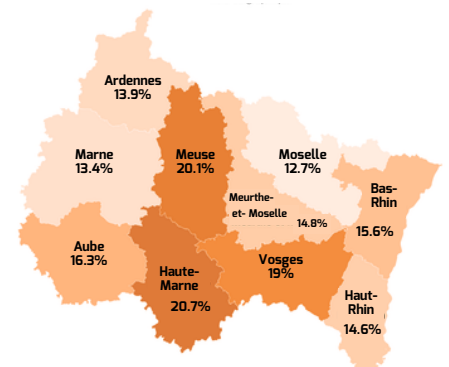
Source : ANAH données 2024-2025 / Traitement CERC Grand Est

TOP 3 des gestes de travaux en 2025



Source : ANAH données 2025 / Traitement CERC Grand Est

Part des entreprises du secteur du bâtiment certifiées RGE par département au 31/12/25



Source : DHUP décembre 2025/ Traitement CERC Grand Est

Avec le concours des membres fondateurs de la CERC :



Et de ses membres actifs et adhérents :



Contact CERC Grand Est

07.45.01.02.41 | 03.87.62.81.45

contact.cerc@i-carre.net

@CERGE

CERC Grand Est

Pour accéder à l'outil :

Contactez la CERC pour obtenir votre mot de passe